

RAPPEL DU PLAN

Introduction – la gouvernance mondiale

1) *Des facteurs de changements – commencé en classe*

- * Des crises à répétitions – *fait*
- * La montée en puissance du néolibéralisme – *débuté*
- * L'accélération de la mondialisation – *fait cours semaine du 16 mars*

2) *Une nouvelle gouvernance libérale dans les années 1970 aux années 1990 – fait cours semaine du 16 mars*

- * Le retour des Etats mais un retour libéral
- * Une libéralisation économique au détriment des pays du Sud
- * Une gouvernance en question

3) *A la recherche d'une nouvelle gouvernance économique mondiale*

- * La multiplication des problématiques
- * Des acteurs, symbole d'une gouvernance déséquilibrée et en déficit de légitimité

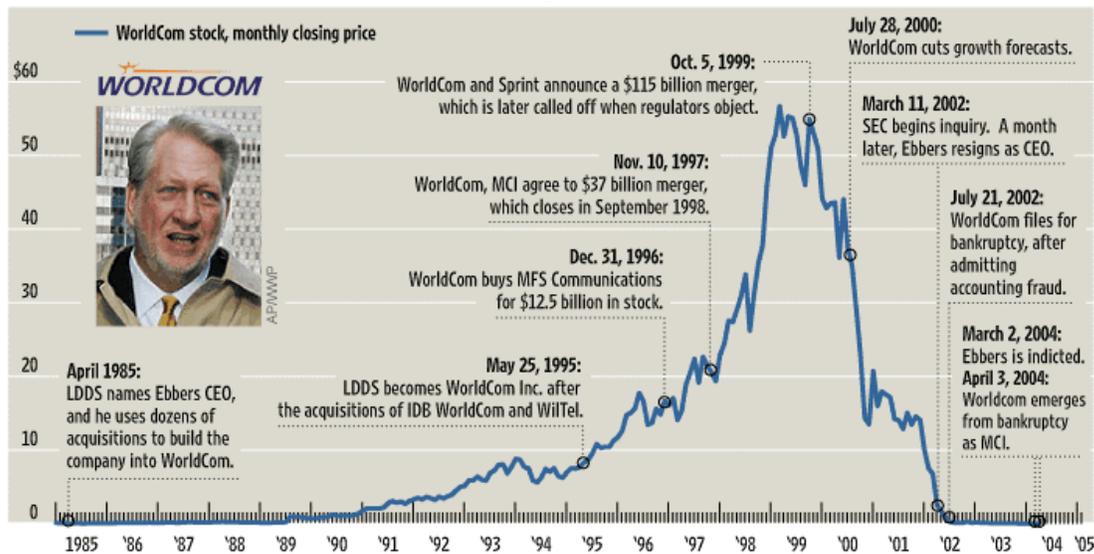
3) A la recherche d'une nouvelle gouvernance économique mondiale

a) La multiplication des problématiques

○ *Des crises à répétition mettant en évidence les dangers d'une politique économique ultra-libérale*

× Eclatement de la bulle internet – 2001-2002

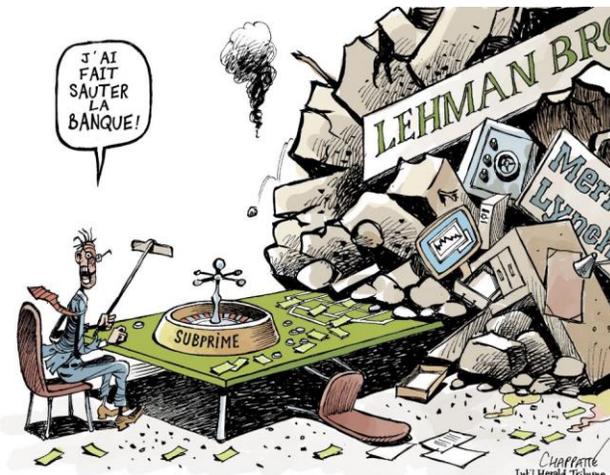
- *Bulle spéculative 1995-2000* : euphorie avec accroissement très important de la valeur des actions des sociétés du net et de télécommunication sans lien avec la valeur réelle ou les bénéfices de ces entreprises
- *Krach 2001-2002* : perte de l'ensemble des profits réalisés entre 1995-2000 + pertes complémentaires + faillites
 - AOL Time Warner – 100 milliards de dollars de perte
 - Nombreuses entreprises de télécommunication en faillite :



× Crise des subprimes – 2008 : crédits accordés à des emprunteurs qui n'ont pas une capacité de remboursement suffisante

- *2 millions de foyers américains dans l'incapacité de rembourser*
- *Sécession des créances pourries à d'autres acteurs de la finance mondiale*
- *Effondrement de la banque Lehman Brothers*
- Vidéo réalisée par le journal le Monde :

<https://www.youtube.com/watch?v=eGGy2ocOLHE>



× Crise de la dette souveraine – 2010

- *Augmentation des taux d'intérêt pour les Etats considérés comme difficilement solvables*
- *Première victime = la Grèce : dette = 115% du PIB – déficit budgétaire 13%*

La crise financière grecque



2010
La dette publique grecque atteint **350 milliards d'euros**
1^{er} plan de sauvetage (2010-2011) : 107 milliards prêtés par le FMI* et l'UE* en échange d'économies budgétaires, hausses d'impôts et réforme des retraites

2011
Manifestations violentes contre les mesures d'austérité, **chute du gouvernement**

2012
2^e plan (2012-15) : 140 milliards de nouveaux prêts, 100 milliards d'euros de dette effacés par les créanciers privés

2015 **Expiration du 2^e plan d'aide**
Le pays fait défaut sur un remboursement de **1,5 milliard** au FMI

Juin

Juil. **Référendum :** Rejet des conditions des créanciers pour un nouveau plan d'aide, crainte de «Grexit»

Août **3^e plan (2015-18) :** l'UE prête **86 milliards** en échange de nouvelles réformes, le FMI ne participe pas

2016
Désaccord entre l'UE et le FMI sur la capacité de la Grèce à rembourser sa dette et sur une nouvelle contribution du FMI. Athènes refuse de nouvelles mesures

2017
2 mai : **accord avec ses créanciers**, sur un nouveau tour de vis d'austérité ouvrant la voie à des discussions sur la réduction de sa dette. Le risque de défaut de paiement en juillet écarté

*UE : Union européenne, FMI : Fonds monétaire international
Source : europa.eu © AFP

- Causes multiples : conséquences de la crise des subprimes + fort taux de fraude fiscale + importante économie souterraine
- *Autres victimes : Irlande – Portugal – Espagne*

→ *Nécessité d'une régulation financière mais mise en œuvre très lente*

○ La problématique environnementale

× Prise de conscience à la fin des années 1990 de la dégradation de la situation environnement

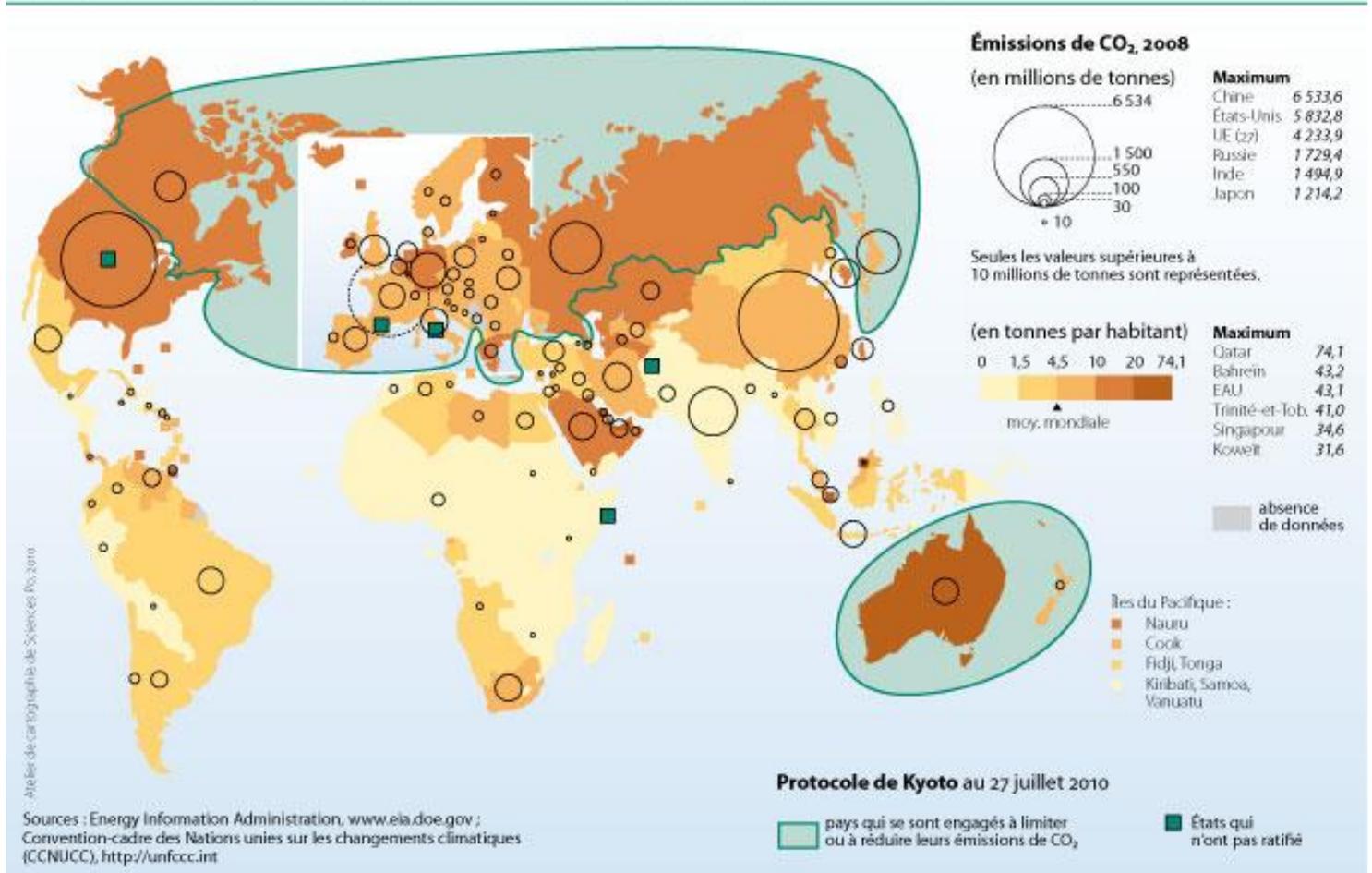
- *Réchauffement climatique*
- *Epuisement des ressources*
- *Déforestation – Amazonie*
- *Disparition des espèces*
 - Disparition des insectes en raison de l'exposition aux insecticides systémiques néonicoténoïdes polluant les plantes, le sol et l'eau
 - Exemple = surmortalité des abeilles – moins 30% aux USA, 10% Canada, 10-30% Europe

× Signature du protocole de Kyoto 1997

- *Adoption en 1997 – entré en vigueur en 2005*
- *Objectif : contrôle des émissions afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre pour éviter le réchauffement climatique à -2°*
- *195 états signataires mais avec des implications différentes – 55% des émissions*
 - 38 Pays développés – réduction de 5% des émissions
 - UE – engagement d'une réduction de 8% : -28% Luxembourg – 27% France, Portugal, Finlande – 21% Allemagne, Danemark
 - Pas d'obligations pour les pays en voies de développement

- Des états hors du protocole
 - Non signature par les USA - pression des lobbys industriels et pétroliers
 - Retrait du Canada en 2011 – trop coûteux pour son économie

Émissions de CO₂ et ratifications du protocole de Kyoto, 2010



× COP21 – CCNUCC /UNFCCC

- 30 novembre – 11 décembre 2015
- 195 délégations d'état + société civile : entreprises – ONG – collectivités – populations autochtones – syndicats
- Objectif : remplacer le protocole de Kyoto devenu obsolète
 - Hors : USA, Canada, Russie, Chine = premiers producteurs de CO₂
- Conclure un accord contraignant pour tous pour limiter la hausse des températures à 2° applicable à partir de 2020
 - Augmentation de 0.85° depuis 1880
 - Augmentation de 0.3° à 4.8° en 2100

→ Des problèmes bien réels mais des réticences à y faire face

b) Des acteurs, symbole d'une gouvernance déséquilibrée et en déficit de légitimité

○ *OMC – Organisation mondiale du commerce – une nouvelle organisation pour une véritable gouvernance mondiale ?*

- * Dessous des cartes - <https://www.dailymotion.com/video/x2ylbjv>
- * Fondation à l'issue de l'Uruguay Round de 1994 en remplacement du GATT
- * Membres : 164 pays depuis 2016
 - Entrée de la Chine en 2001



* Objectifs :

- *Renforcer le libre échange*
- *Elargir les négociations commerciales à l'agriculture et aux services*
- *Promouvoir le développement durable*
- *Régler les différends économiques entre les états membres*
 - 427 plaintes déposées entre 1995 et 2011 : 0 pour l'Afrique – 68 pour les PED – 98 pour les USA – 94 pour l'UE
 - Guerre de la banane : plainte déposée par plusieurs pays exportateurs d'Amérique latine en 1995 contre le soutien de l'UE aux importations de bananes en provenance d'Afrique et des Caraïbes – condamnation à répétition des 14 UE – accord signé en 2009

https://www.europeenimages.net/video-banane_la_fin_du_conflit-id-1355.html

* Fonctionnement – une voie par état

→ *Capacité faible des pays en voie de développement à se faire entendre par manque de moyens*

→ *Difficulté de l'OMC à imposer ses décisions*

○ Du G7 au G20 – un progrès dans l'intégration des pays en voie de développement ?

- × G7/G8 ? : G6 lors de sa formation en 1975 – G7 avec l'intégration du Canada en 1976 – G8 avec l'intégration de la Russie 1997 – mais depuis G7 en raison de l'exclusion temporaire de la Russie suite à l'annexion de la Crimée en 2014
 - 47^e sommet – août 2019 à Biarritz



× G20



- × 75% du PIB mondial – 2/3 du commerce internationale
- × Réunion théoriquement des grandes puissances économiques du Nord et du Sud mais réunion limitée
 - *Argentine, Australie, Brésil, Chine, Japon, Inde, Indonésie, Turquie, Arabie Saoudite, Afrique du Sud, Mexique, Corée du Sud*
- × Pôle de concertation sur les réformes économiques internationales mais sans légitimité politique

* Légitimité contestée

- *Manque de représentativité*
 - Afrique : un seul pays
 - Asie : exclusion de Singapour, Malaisie, Vietnam, Philippines
 - Moyen-Orient : Turquie et Arabie Saoudite seulement
 - Arabie Saoudite et Afrique du Sud ≠ 20 premières économies mondiales
- *Organisme autodésignée – chaque membre défendant ses propres intérêts*

→ *Symbole d'un monde multipolaire*

→ *Symbole de la reconnaissance du statut d'acteurs des pays émergents*

→ *Un organisme parmi d'autres*

○ Les Etats en concurrence plus qu'en collaboration

- * Etats fragilisés notamment en Europe avec la crise de la dette souveraine + crise de l'immigration
- * Eclatement du groupe des pays en voie de développement avec la DIT fragilisant encore les pays les plus en difficulté
 - *Puissances émergentes* : BRICS
 - *Pays pétroliers* : Arabie Saoudite – Qatar – Venezuela - Nigéria
 - *Pays en voie de développement*
 - Maghreb
 - Lions d'Afrique : Kenya
 - Costa Rica
 - *47 PMA en 2017 – pays les moins avancées dont 34 en Afrique – liste établie par l'ONU sur des critères de richesse, de développement et de fragilité économique – révision tous les 3 ans*
 - Afghanistan, Angola, Bangladesh, Benin, Bhutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodia, Central African Republic, Chad, Comoros, the Democratic Republic of the Congo, Djibouti, Eritrea, Ethiopia, Gambia, Guinea, Guinea-Bissau, Haiti, Kiribati, Lao People's Democratic Republic, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mozambique, Myanmar, Nepal, Niger, Rwanda, Sao Tome and Principe, Senegal, Sierra Leone, Solomon Islands, Somalia, South Sudan, the Sudan, Timor-Leste, Togo, Tuvalu, Uganda, United Republic of Tanzania, Vanuatu, Yemen
 - 1.2 milliards de personnes vivant avec moins de 1.25 dollar par jour



- * Collaboration interétatique plus difficiles en raison d'une concurrence accrue
 - *Symbole* = échec des négociations du cycle de Doha lancé en 2001
 - Round de négociation de 3 ans sous l'égide de l'OMC
 - Thèmes : libéralisation du commerce + développement des PMA
 - Sujet problématique : agriculture
 - Blocage : subventions accordées par les pays européens et les Etats-Unis à leurs agriculteurs fragilisant le développement économique des pays en voie de développement
 - Suspension en 2006 – mise en évidence des limites d'une libéralisation non équitable
 - *Défense des intérêts nationaux*
 - Refus de la Chine de réduire ses émissions de gaz à effet de serre au nom de son industrialisation ou de réévaluer sa monnaie sous-évaluée, le yuan, pour ne pas handicaper ses exportations

○ ***FMI et BIRD – une véritable réforme ?***

- * Réforme modérée de la gouvernance du FMI
 - *Projet d'élargissement du poids des pays émergents – 2010*
 - *Situation bloquée en 2015*
 - Refus du congrès américain d'accorder plus de poids aux BRICS
 - Refus d'augmenter les ressources du FMI
- * Persistance d'une gouvernance européenne et américaine



○ ***BRICS – une nouvelle réalité institutionnelle***

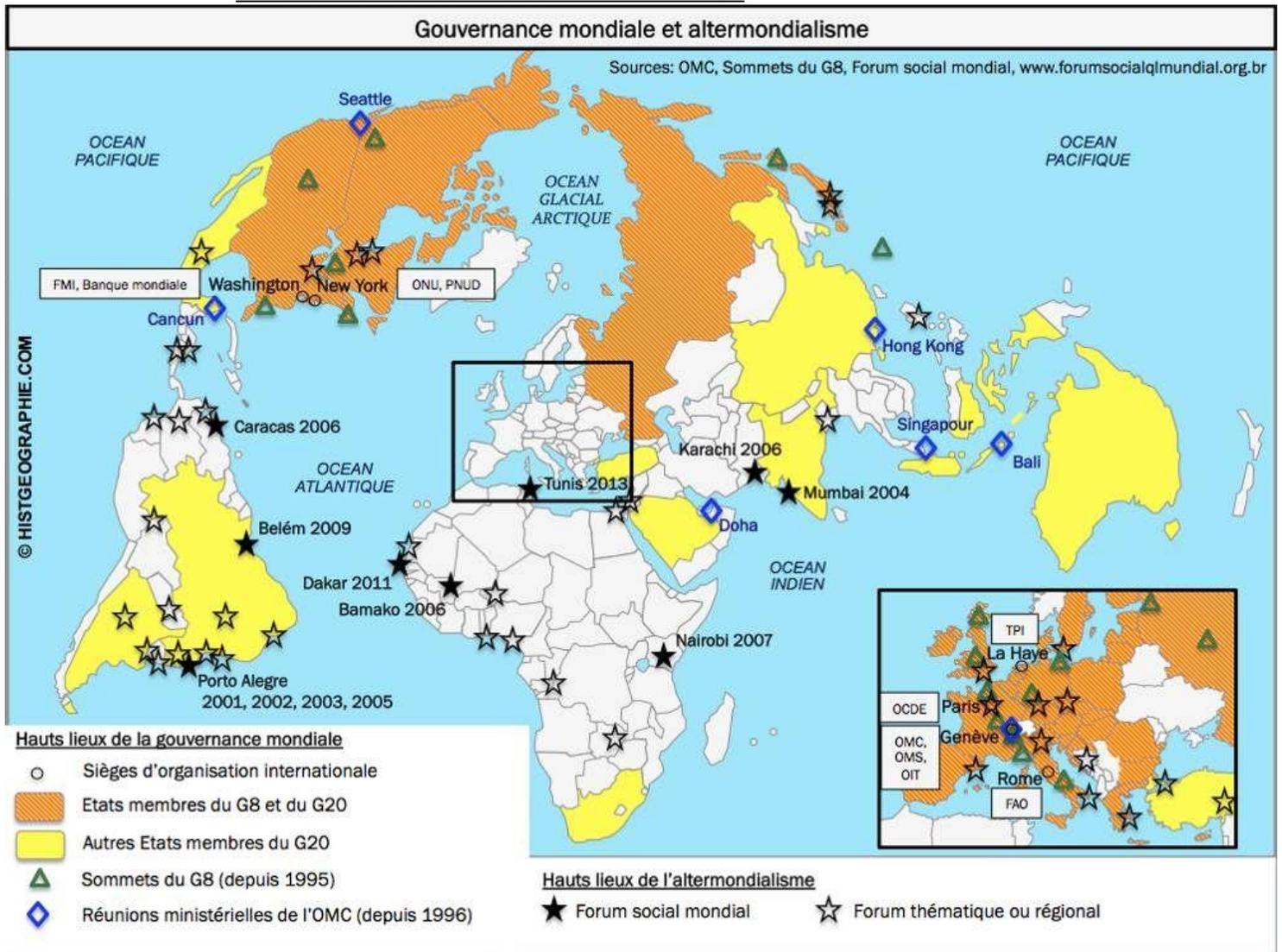
- * Concept mis en avant en 2003 par la banque d'affaires Goldman Sachs :
 - *Désignation des pays émergents ayant un poids démographique et territorial, d'abondantes ressources naturelles et surtout de forts taux de croissance économique*
- * 42% de la population mondiale + 1/5 du PIB
- * Premier sommet en 2009
- * Elargissement à l'Afrique du Sud diplomatiquement – 2011
- * Création d'une banque de développement « New development Bank » - 2014

× Groupe extrêmement hétérogène avec des talons d'Achille

- *Écarts sociaux encore très importants*
- *Gros fournisseurs de matières premières : Afrique du Sud, Russie*
- *Une puissance dominante = Chine mais dominante pas toujours bien acceptée*
- *Économie brésilienne en crise*
 - Adoption d'un plan d'austérité 2015 : gel des hausses des salaires et de l'embauche publique + suppressions de ministères + coupes dans la santé et le logement
- *Des tensions internes fortes : « La Chine n'achète pas au Brésil, la Chine achète le Brésil » Déclaration de Jair Bolsonaro – président du Brésil 2019*
 → *Nécessité d'une refondation*

○ Accroissement du rôle des ONG à partir des années 1990

× Dénonciation des dérives de la mondialisation



- *FSM - forum social mondial*
 - Premier forum à Porto Alegre - 2001
- *Altermondialisme* : mouvement opposé à la mondialisation libérale accusée d'aggraver les inégalités sociales, politiques, économiques – promotion de nouvelles formes de gouvernance plus démocratiques et équitables – développement dans les années 1999

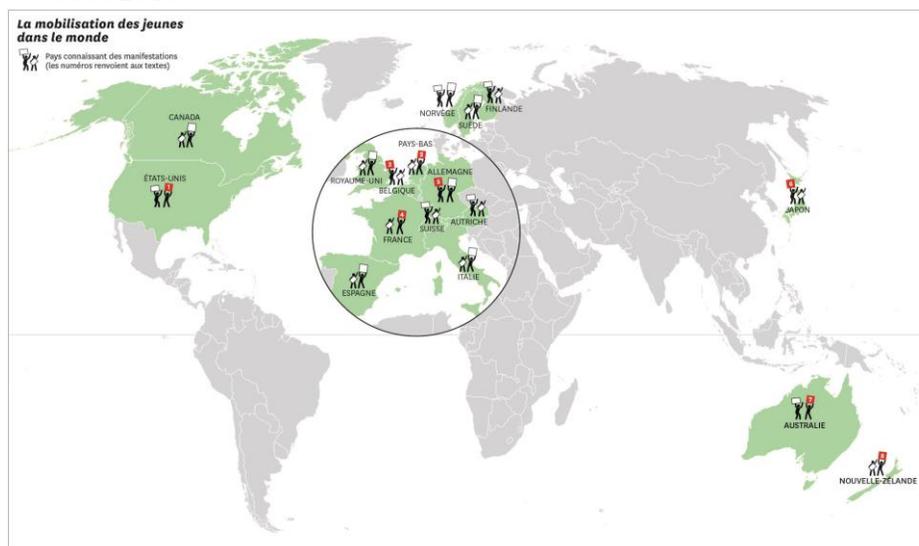
- ATTAC
- Aides
- Oxfam
- Robin des bois
- « *Occupy Wall Street* » : mouvement de citoyens né à New York en septembre 2011 protestant contre les dérives du capitalisme – extension à 1500 villes à travers 80 pays



→ *Recul des manifestations depuis 2011*

× Dénonciation du changement climatique

- *GIEC – groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution* : évaluation des risques liés au réchauffement climatique et d’envisager des stratégies pour atténuer ces changements
- *Grève des étudiants pour le climat* – mouvement lancé par Greta Thunberg en août 2018



→ *Absence d’une réelle instance permettant de faire face aux contradictions de la mondialisation*

→ *Absence d’une véritable régulation*

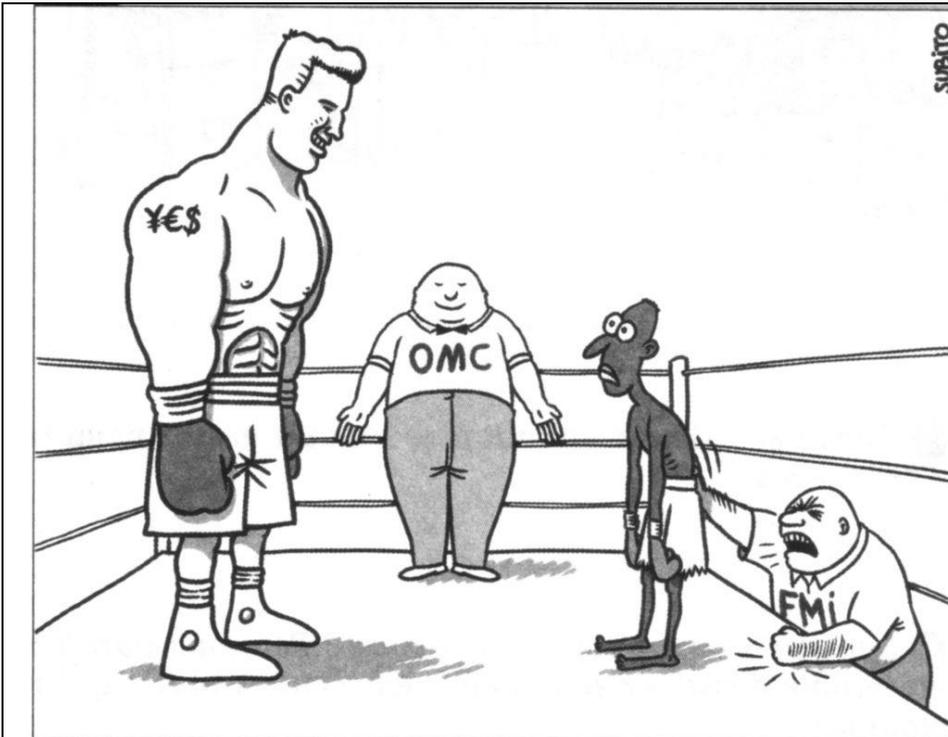
→ *Gouvernance économique souffrant encore d’un large déficit démocratique*

Etude d'un document

Les échelles de gouvernement

Consigne

Après avoir présenté les documents, montrez que la gouvernance économique mondiale ne laisse que peu de place aux pays du Sud.



Doc. n°1 : «La mondialisation économique, un match inégal ? » - caricature de Subito, années 2000

Doc. n°2 : Discours de Lula, président de la République fédérative du Brésil, lors de la 61^e assemblée générale de l'ONU, 19 septembre 2006.

2. Pour un nouvel ordre économique mondial

La Lutte contre la faim et la pauvreté implique la création d'un ordre mondial qui accorde la priorité au développement social et économique. Il n'y aura que des solutions permanentes à l'indigence lorsque les pays les plus pauvres seront capables d'avancer grâce à leurs propres efforts. Une fois que le commerce international sera libre et juste, ce sera un outil de grande valeur pour générer de la richesse, distribuer des revenus et créer des emplois.

L'ancienne géographie du commerce international doit être profondément refaçonée. ensemble, avec ses partenaires du G20 a changé les dynamiques des négociations à l'OMC. Jusqu'à récemment, les pays en développement ne jouaient qu'un rôle périphérique dans les négociations les plus importantes. Eliminer les barrières qui empêchent les pays pauvres de se développer est le devoir éthique de la communauté internationale. C'est aussi le meilleur moyen d'assurer la prospérité et la sécurité pour tous.